



ecovadis

Rapport d'évaluation
Responsabilité Sociétale des
Entreprises (RSE) EcoVadis

Entreprise évaluée:
ALVS SARL

Score global: 54 /100
décembre 2018

Performance RSE : Confirmée

Taille: S

Pays du siège social: France

Opérations dans un ou des pays à risque: Non

Secteur d'activité: Imprimerie et activités annexes

TABLE DES MATIÈRES

1. Vue d'ensemble de la performance RSE
2. Avantages de l'évaluation
3. Processus d'évaluation
4. Méthodologie d'évaluation RSE EcoVadis
 - A. Quatre thèmes et 21 critères
 - B. Sept indicateurs de management
5. Comprendre une fiche d'évaluation
 - A. Données quantitatives : scores et critères activés
 - B. Données qualitatives : forces et points d'amélioration
 - C. Échelle de notation
6. Environnement
7. Social & Droits de l'Homme
8. Éthique
9. Achats Responsables
10. Observations « Veille 360° »
11. Commentaires spécifiques
12. Nous contacter
13. Annexe: Profil de risque secteur

À PROPOS DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) désigne l'engagement continu des entreprises à agir de manière responsable par l'intégration volontaire de préoccupations sociales et environnementales à leurs opérations commerciales. La RSE va au-delà du simple respect des réglementations, elle s'intéresse à la façon dont les entreprises gèrent leurs impacts économique, social et environnemental, ainsi que leurs relations avec leurs parties prenantes (par ex. : collaborateurs, partenaires commerciaux, gouvernement).

À PROPOS DE L'ÉVALUATION

Conformément à la méthodologie d'évaluation RSE EcoVadis, nous évaluons les politiques et actions des entreprises, ainsi que les rapports qu'elles publient sur l'environnement, le social et les droits de l'homme, l'éthique et les achats responsables. Notre équipe d'experts internationaux analyse et recoupe des données d'entreprises (documents justificatifs, observations « Veille 360° », etc.) pour créer des évaluations fiables et personnalisées en fonction du secteur d'activité, de la taille et de la localisation de l'entreprise.

À PROPOS D'ECOVADIS

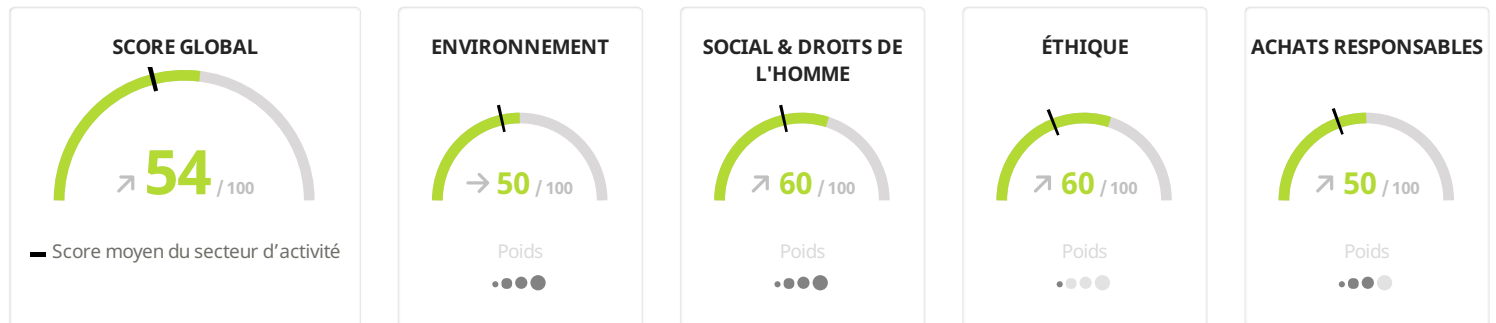
EcoVadis propose l'une des principales solutions de suivi de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement globales. En alliant technologie innovante et expertise en matière de RSE, nous nous efforçons d'impliquer les entreprises et de les aider à adopter des pratiques durables.

Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, modifiée ou distribuée sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation écrite préalable d'EcoVadis. EcoVadis ne garantit pas l'exactitude, la fiabilité, l'exhaustivité des informations, des contenus, des textes et des graphiques fournis dans ce document.

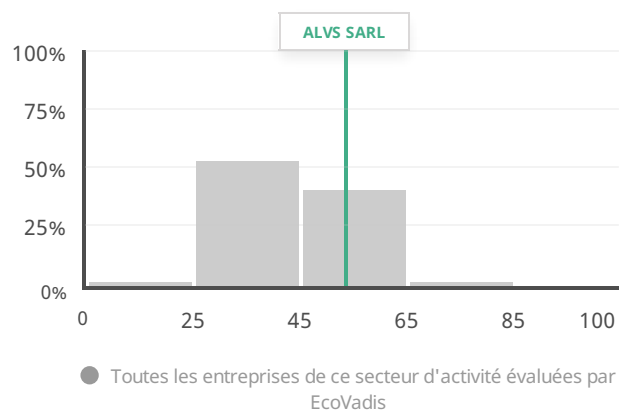
1. VUE D'ENSEMBLE DE LA PERFORMANCE RSE

Détail du score

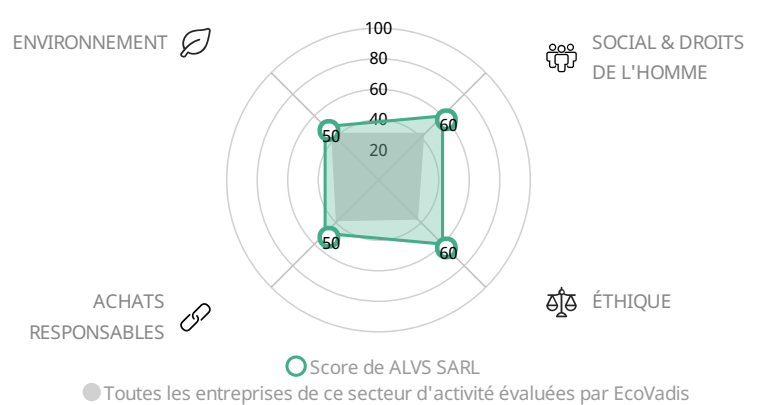
Performance RSE ● Aucune ● Partielle ● Confirmée ● Avancée ● Excellente



Répartition des scores globaux



Comparaison des scores de thème



ALVS SARL a reçu une médaille d'argent pour sa performance RSE ! Pour recevoir cette médaille, les entreprises doivent obtenir un score global de 46-61.

Plan d'actions correctives en cours

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager des feedback. ALVS SARL a mis en place un plan d'actions correctives et travaille à l'amélioration de son système de gestion de la RSE.

2. AVANTAGES DE L'ÉVALUATION

Comprendre :

Obtenir une vision claire de la performance RSE d'une entreprise. La fiche d'évaluation est le résultat final d'une évaluation EcoVadis. Elle inclut une notation et une analyse comparative de la performance RSE d'une entreprise sur quatre thèmes, sur une échelle de 0 à 100, et souligne les forces ainsi que les points d'amélioration.

Situer une entreprise par rapport à son secteur d'activité. Obtenir une analyse comparative de la performance RSE d'une entreprise par rapport à son secteur d'activité avec un graphique de distribution des scores et comparaisons des scores de thème.

Identifier les tendances du secteur d'activité. Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

Communiquer :

Répondre aux besoins du client. De plus en plus d'entreprises s'interrogent sur la performance environnementale et sociale de leurs partenaires commerciaux. L'évaluation EcoVadis permet aux entreprises de démontrer leur engagement.

Tirer parti d'un outil de communication unique. Grâce à la fiche d'évaluation EcoVadis, les entreprises échappent à la lassitude des audits et peuvent simplement partager une évaluation unique avec tous les clients qui en font la demande.

3. PROCESSUS D'ÉVALUATION

1

Demande client

Les responsables achats, RSE, EHS et durabilité au sein des entreprises qui souhaitent évaluer les risques de RSE au sein de leur chaîne d'approvisionnement demandent une évaluation EcoVadis pour leurs partenaires commerciaux.

2

Questionnaire

En fonction des facteurs de risque de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) spécifiques d'une entreprise, un questionnaire personnalisé est créé. Il contient 20 à 50 questions adaptées en fonction du secteur d'activité, de la taille et de la localisation de l'entreprise.

3

Analyse des documents

Les entreprises doivent fournir des documents justificatifs avec leurs réponses au questionnaire. Ces documents sont examinés par nos analystes RSE.

4

Informations publiques

Les informations de l'entreprise rendues publiques, la plupart du temps sur le site web de l'entreprise, sont également recueillies comme preuve de sa performance RSE.

5

Observations « Veille 360° »

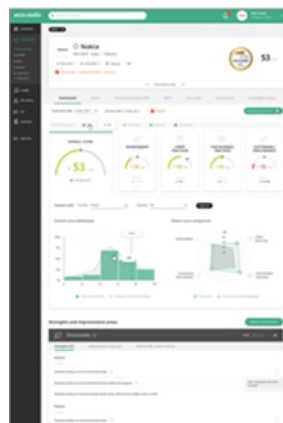
Les observations « Veille 360° » incluent des informations publiques pertinentes sur les pratiques RSE de l'entreprise, identifiées via plus de 2 500 sources de données. Elles peuvent avoir un impact positif, négatif ou neutre sur le score.

6

Analyse experte

Nos analystes RSE combinent tous ces éléments pour créer une fiche d'évaluation unifiée par entreprise.

FICHE D'ÉVALUATION



4. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION RSE ECOVADIS

A. Quatre thèmes et 21 critères

Les évaluations EcoVadis portent sur 21 enjeux regroupés en 4 thèmes (Environnement, Social & Droits de l'Homme, Éthique, Achats Responsables). Les 21 enjeux ou critères sont tirés de normes RSE internationales, telles que les principes du Pacte Mondial, les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Global Reporting Initiative (GRI), la norme ISO 26000 et les principes de CERES.

21 critères RSE

1. ENVIRONNEMENT

OPÉRATIONS

Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre
Eau
Biodiversité
Pollutions locales & accidentelles
Matières premières, produits chimiques & déchets

PRODUITS

Utilisation du produit
Fin de vie du produit
Santé & sécurité des consommateurs
Promotion et services environnementaux

3. ÉTHIQUE

Corruption
Pratiques anticoncurrentielles
Gestion responsable de l'information

2. SOCIAL & DROITS DE L'HOMME

RESSOURCES HUMAINES

Santé & sécurité des employés
Conditions de travail
Dialogue social
Gestion des carrières & formation

DROITS DE L'HOMME

Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains
Diversité, discrimination & harcèlement
Droits de l'homme des parties prenantes externes

4. ACHATS RESPONSABLES

Pratiques environnementales des fournisseurs
Pratiques sociales des fournisseurs

B. Sept indicateurs de management

Les évaluations EcoVadis mesurent la qualité du système de gestion RSE d'une entreprise en examinant sept indicateurs de management. Ces derniers sont utilisés pour personnaliser davantage l'évaluation. Ils permettent de pondérer les quatre thèmes et 21 critères RSE suivants.



Politiques (pondération : 25 %)

1. Politiques : déclarations, politiques, objectifs, gouvernance
2. Adhésion : adhésion à des initiatives RSE externes

Actions (pondération : 40%)

3. Mesures : mise en place de mesures et d'actions (par ex. : procédures, formation, équipement)
4. Certifications : Certifications et labels (par ex. : ISO 14001)
5. Déploiement : déploiement de mesures et d'actions

Résultats (pondération : 35%)

6. Rapports : rapports sur les indicateurs clés de performance (KPI)
7. 360 : condamnations, controverses, récompenses



5. COMPRENDRE UNE FICHE D'ÉVALUATION

Pour mieux comprendre le score global, consultez les données quantitatives (scores de thème et critères activés) et les données qualitatives (forces et points d'amélioration).

A. Données quantitatives : scores et critères activés

Scores de thème :

Tout comme le score global, les scores de thème sont notés sur une échelle de 1 à 100.

Critères activés :

Chacun des quatre thèmes (Environnement, Social & Droits de l'Homme, Éthique, Achats Responsables) s'accompagnent de critères spécifiques associés. Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Non activé

Si certains critères ne sont pas activés, le problème associé spécifique n'est pas pertinent ou présente un risque de RSE très faible pour cette entreprise.

Moyenne

Les critères d'importance moyenne sont des problèmes qui présentent un risque de RSE, mais qui ne sont pas les plus urgents à résoudre.

Élevée

Les critères de haute importance sont des problèmes pour lesquels l'entreprise fait face au plus grand risque de RSE.

! Pays à risque uniquement

Les critères classés comme « Pays à risque uniquement » sont activés si l'entreprise mène des opérations significatives dans un ou plusieurs pays à risque.

C. L'échelle de notation

0 - 24	Aucune	Aucun engagement ou aucune action concrète en matière de RSE. Preuve de certains manquements (par ex. : pollution, corruption).
25 - 44	Partielle	Aucune approche structurée en matière de RSE. Peu d'engagements ou d'actions concrètes sur des problèmes clés. Rapports partiels sur les indicateurs clés de performance. Certification partielle ou présence ponctuelle d'un label sur les produits.
45 - 64	Confirmée	Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur des problèmes majeurs. Rapports basiques sur des actions ou des indicateurs clés de performance.
65 - 84	Avancée	Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur des problèmes majeurs avec des informations de mise en œuvre détaillées. Rapports RSE significatifs sur des actions et des indicateurs clés de performance.
85 - 100	Excellente	Approche structurée et proactive en matière de RSE. Engagements / politiques et actions concrètes sur tous les problèmes majeurs avec des informations de mise en œuvre détaillées. Rapports RSE complets sur des actions et des indicateurs clés de performance. Pratiques innovantes et distinctions externes.

B. Données qualitatives : forces et points d'amélioration

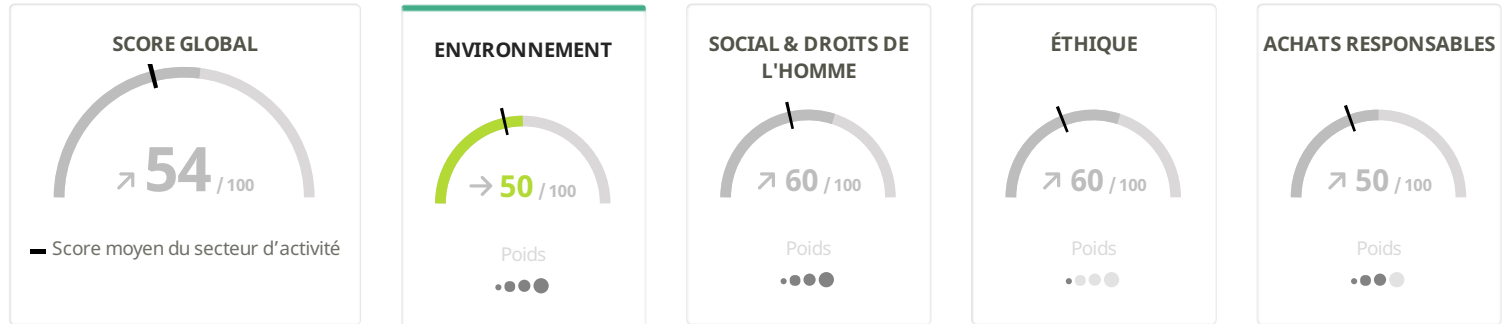
Les données qualitatives permettent de comprendre de façon plus détaillée le score d'une entreprise. Pour chaque thème, vous voyez apparaître les forces (éléments positifs du système de management RSE) et les points d'amélioration (éléments du système de management RSE à améliorer) attribués à l'entreprise. Les forces et points d'amélioration sont répartis en fonction de trois niveaux de gestion (Politiques, Actions, Résultats) et sont également classés par priorité.

Tous les points d'amélioration sont automatiquement ajoutés au plan d'actions correctives de l'entreprise. Ils sont pré-classés par priorité. Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback.

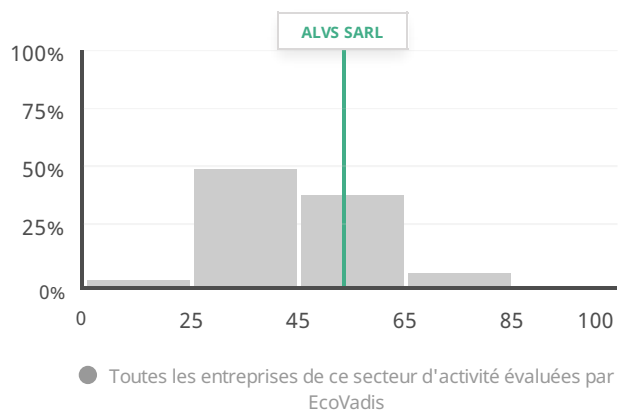
6. ENVIRONNEMENT

Ce thème tient compte à la fois des facteurs opérationnels (par ex. : consommation d'énergie, gestion des déchets) et de la gestion du produit (par ex. : fin de vie du produit, problèmes de santé et de sécurité des consommateurs).

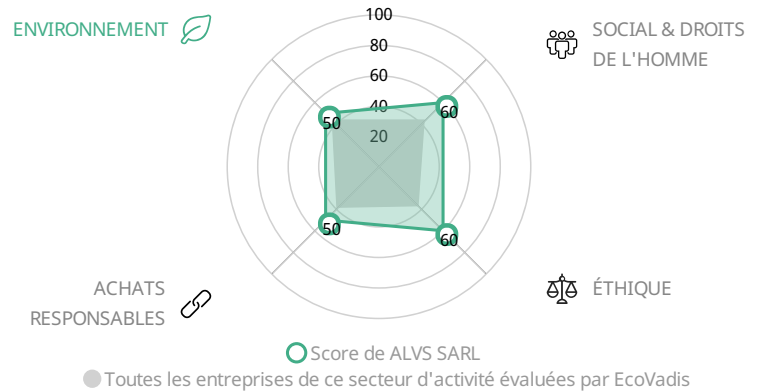
Détail du score pour le thème Environnement



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Environnement : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Environnement : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.



Forces (3)

Politiques

Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies

Informations

Le Global Compact des Nations Unies est une initiative stratégique pour les entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et stratégies sur dix principes universellement reconnus en matière de droits de l'Homme, travail, environnement et lutte contre la corruption. L'entreprise est signataire officiel de l'initiative.

Conseils

Le Global Compact des Nations Unies est une initiative pour encourager les entreprises à l'échelle mondiale à adopter des politiques de développement durable et à communiquer sur leur mise en oeuvre. Les entreprises deviennent signataires officiels de l'initiative et doivent ensuite fournir un aperçu de leur système de management dans le cadre d'une communication obligatoire (publication annuelle d'une Communication sur le Progrès [COP]).

Actions

Mesures de gestion des déchets

Informations

L'entreprise a mis en place des actions concrètes en matière de gestion des déchets.

Conseils

Quelques exemples d'actions sur ce sujet pourraient inclure des procédures pour réutiliser ou recycler les déchets, le tri des déchets et les procédures de tri des déchets, un processus de travail pour optimiser la consommation de matière pour réduire les déchets, des dispositions pour l'élimination des déchets.

Résultats

Suivi de la consommation d'énergie

Informations

L'entreprise a rendu compte de KPI sur sa consommation d'électricité aussi bien à travers de la documentation formelle que par des déclarations dans le questionnaire.

Conseils

L'entreprise produit un reporting sur la consommation d'électricité des établissements, usines, biens ou capitaux qui lui appartient ou qui contrôlés par elle. Des exemples d'indicateurs clés de performance incluent la consommation totale d'électricité, l'électricité consommée par kg de produit ou par unité produite.

Points d'amélioration (6)

Politiques

Élevée

Aucune documentation justificative concernant les politiques environnementales

Informations

Il n'existe aucune politique formalisée concernant les problématiques environnementales dans la documentation justificative fournie par l'entreprise.

Conseils

Une politique environnementale standard intègre des engagements et/ou objectifs opérationnels sur les principaux risques environnementaux auxquels l'entreprise fait face. Elle est communiquée aux parties prenantes internes et externes par un document dédié et formalisé (politique QHSE). Une politique environnementale standard contient des objectifs qualitatifs/engagements spécifiques à ces problématiques. La politique doit également intégrer certains des éléments suivants: champ d'application, attribution des responsabilités, objectifs quantitatifs (sur la consommation énergétique et les émissions de GES) et des mécanismes de révision. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Actions

Moyenne

Aucune information sur les mesures mises en œuvre concernant la réduction des consommations d'énergie ou des émissions de GES

Informations

Pas de déclaration de l'entreprise et absence de preuve dans la documentation fournie au sujet des actions mises en place concernant la réduction de sa consommation énergétique et des gaz à effets de serre.

Conseils

Exemples d'actions à ce sujet : étude d'empreinte carbone, installation d'équipement innovant afin de réduire la consommation énergétique et actions de sensibilisation des salariés aux enjeux de consommation énergétique.

Faible

Pas de mesure mise en œuvre pour la promotion des modes de consommation durables parmi les clients

Informations

L'entreprise déclare n'avoir aucun mécanisme spécifique ou action concrète en place concernant la promotion d'une consommation responsable des clients et il n'existe aucun élément de preuve à ce sujet dans les documents justificatifs fournis.

Conseils

Exemples d'action à ce sujet : promotion de produits ou services à impact environnemental ou social positif (ex: offre au client de services liés à la réduction de la consommation de matériaux, écoconception de produits), information fournie en vue d'encourager un comportement plus responsable des clients, ou encore sensibilisation des clients à des enjeux de la RSE.

Faible

Pas de mesures mises en œuvre en place concernant la gestion de l'eau

Informations

L'entreprise déclare n'avoir aucun mécanisme spécifique ou action concrète en place concernant la gestion de l'eau et il n'existe aucun élément de preuve à ce sujet dans la documentation fournie.

Conseils

Parmi des exemples d'actions à ce sujet figurent notamment la mise en place d'une unité de traitement des eaux usées, d'infrastructures permettant le recyclage ou la réutilisation de l'eau, d'un système de refroidissement d'eau en circuit fermé et le déploiement d'un programme de sensibilisation des employés à la réduction de la consommation d'eau.

Faible

Pas de mesure mise en œuvre sur l'impact environnemental des produits en fin de vie

Informations

L'entreprise déclare n'avoir aucun mécanisme spécifique ou action concrète en place concernant les impacts environnementaux de la fin de vie du produit, et aucune information n'a été identifiée à ce sujet dans la documentation fournie.

Conseils

Exemples d'actions à ce sujet : programmes de reprise propres à l'entreprise, analyses formalisées du cycle de vie des produits clés et conception de l'emballage dans le but de faciliter sa déconstruction et son recyclage.

Résultats

Élevée

Pas de reporting sur les problématiques environnementales sauf quelques indicateurs de performance communiqués dans le questionnaire

Informations

L'entreprise déclare ne pas avoir de reporting formalisé sur les enjeux environnementaux et il n'existe pas d'information dans la documentation fournie au sujet des indicateurs clés de performance (KPI) ou des données statistiques. La seule information disponible à ce sujet est contenue dans les déclarations du questionnaire.

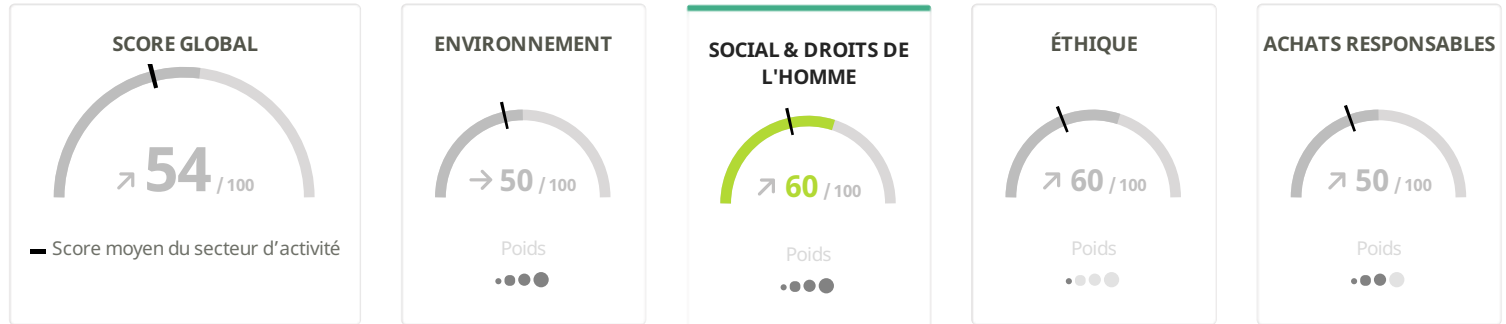
Conseils

Afin de mesurer et surveiller en interne l'efficacité d'un système de management de la RSE, et afin de communiquer sa performance aux parties prenantes, une entreprise devrait communiquer ses indicateurs clés de performance (KPI) de la RSE. Dans l'évaluation EcoVadis, l'indicateur Reporting évalue la qualité, la transparence et le niveau de reporting facilement disponible pour les parties prenantes. Les indicateurs fournis doivent être récents (c'est-à-dire dater des deux dernières années de référence) et doivent correspondre au périmètre évalué. Les indicateurs peuvent être spécifiques au secteur et inclure par exemple la consommation énergétique directe par ressource énergétique primaire, le total des émissions directes de gaz à effet de serre, le volume total d'eau recyclée et réutilisée etc... (Source: Global Reporting Initiative). Ces indicateurs ainsi que d'autres peuvent être intégrés dans le rapport RSE, le rapport annuel, le code d'éthique ou un autre document applicable de l'entreprise. Une manière pour les entreprises d'améliorer le reporting de leur performance environnementale est d'appliquer la Global Reporting Initiative (GRI). La GRI fournit un cadre de reporting au sujet du développement durable afin d'améliorer la transparence de l'entreprise. Dans ce cadre, les entreprises font du reporting au sujet des indicateurs environnementaux pertinents, tels que des données liées à la consommation énergétique, les émissions directes de gaz à effet de serre, la consommation d'eau et la gestion des déchets. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

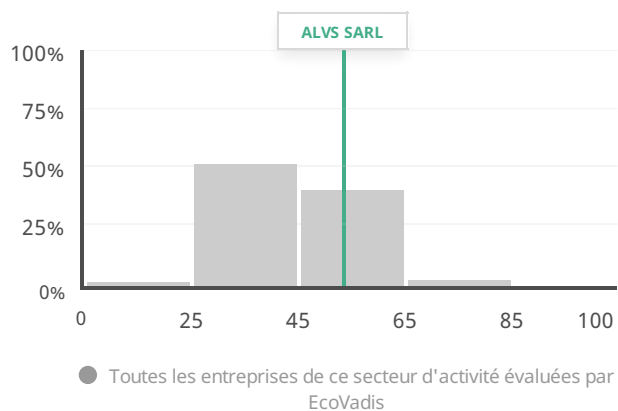
7. SOCIAL & DROITS DE L'HOMME

Ce thème tient compte à la fois des ressources humaines internes (par ex. : santé et sécurité des employés, conditions de travail, gestion des carrières) et des problèmes associés aux droits de l'homme (par ex. : discrimination et/ou harcèlement, travail des enfants).

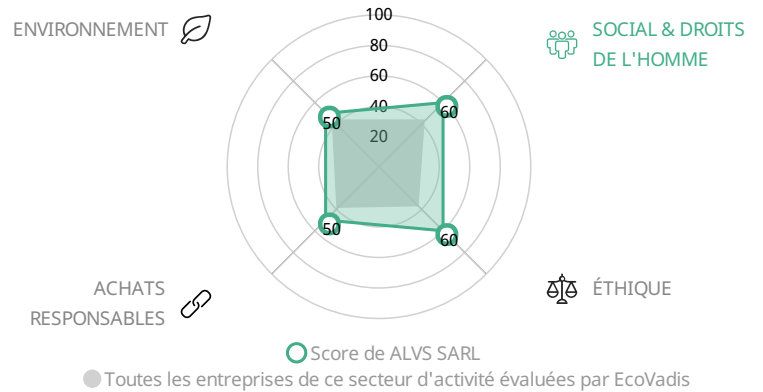
Détail du score pour le thème Social & Droits de l'Homme



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Social & Droits de l'Homme : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Social & Droits de l'Homme : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.



Forces (8)

Politiques

Politique sociale ou de droits de l'Homme sur certains enjeux [à savoir la santé et la sécurité des employés, la discrimination et le harcèlement]

Informations

L'entreprise a formalisé des déclarations, des engagements et des objectifs opérationnels sur la gestion de ses pratiques de ressources humaines et de droits de l'homme, se concentrant sur certains des enjeux critiques. La politique formalisée existante ne couvre pas les principaux enjeux liés aux ressources humaines et aux droits de l'Homme auxquels l'entreprise est confrontée.

Conseils

Une politique standard de ressources humaines et droits de l'Homme comprend des engagements et/ou objectifs opérationnels sur les enjeux principaux auxquels l'entreprise fait face. Elle est communiquée aux parties prenantes internes et externes sous la forme d'un document formalisé spécifique. Une politique standard de ressources humaines et de droits de l'Homme comprend des engagements et/ou objectifs qualitatifs sur ces enjeux spécifiques. La politique devrait également préciser certains des éléments suivants : champ d'application, attribution des responsabilités, objectifs chiffrés et mécanismes de révision. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies

Informations

Le Global Compact des Nations Unies est une initiative stratégique pour les entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et stratégies sur dix principes universellement reconnus en matière de droits de l'Homme, travail, environnement et lutte contre la corruption. L'entreprise est signataire officiel de l'initiative.

Conseils

Le Global Compact des Nations Unies est une initiative pour encourager les entreprises à l'échelle mondiale à adopter des politiques de développement durable et à communiquer sur leur mise en oeuvre. Les entreprises deviennent signataires officiels de l'initiative et doivent ensuite fournir un aperçu de leur système de management dans le cadre d'une communication obligatoire (publication annuelle d'une Communication sur le Progrès [COP]).

Actions

Enquête de satisfaction des salariés

Plan de préparation aux situations d'urgence pour tous les employés (p. ex. exercices incendie)

Informations

L'entreprise a réalisé un plan de mesures d'urgence pour protéger tous les salariés susceptibles d'être touchés par des dangers potentiels.

Conseils

Quelques exemples d'actions incluent des exercices d'évacuation du bâtiment ("exercices d'incendie"), des abris contre les phénomènes météorologiques violents tels que les tornades, un "abri sur place" contre un danger dans l'air extérieur comme un déversement de produits chimiques et des mesures de protection face à un acte de violence.

Mesures spécifiques sur les problématiques de discrimination

Informations

L'entreprise a mis en oeuvre des mesures spécifiques concernant les questions de discrimination.

Conseils

La discrimination est définie comme un traitement différent des personnes lors du recrutement, de la rémunération, la formation, la promotion et la résiliation (d'un contrat de travail) en fonction de leur race, origine nationale, religion, handicap, sexe, orientation sexuelle, appartenance syndicale, affiliation politique ou âge (source: ISO 26000). Quelques exemples de mesures prises par les entreprises pour réduire le risque de discrimination comprennent la formation des managers sur le sujet, la mise en oeuvre de procédures d'alerte, de mesures disciplinaires et d'autres mesures spécifiques pour l'intégration des personnes en situation de handicap, des seniors et des femmes.

Bilan de santé obligatoire pour tous les employés

Informations

L'entreprise fournit des bilans généraux de santé obligatoires aux salariés.

Conseils

L'entreprise réalise des bilans de santé obligatoires pour ses salariés. Dans le cadre de bilans de santé, l'état mental et physique des salariés est examiné pour vérifier l'état de santé du salarié en fonction de son poste, et en particulier pour identifier les effets négatifs du travail sur les salariés. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), il est recommandé qu'un bilan de santé des salariés soit effectué dans les trente jours à partir du premier jour où le salarié est embauché et qu'un bilan de santé ultérieur soit effectué au moins une fois par an par un praticien autorisé, en particulier pour les entreprises manufacturières présentant des risques de santé et de sécurité élevés pour les salariés .

Mesures pour prévenir l'utilisation de substances illicites

Informations

L'entreprise a mis en place des mesures pour prévenir l'usage abusif des substances intoxicantes sur site

Conseils

Quelques exemples d'actions sur ce sujet pourraient inclure le développement d'une politique visant à contrer l'abus de substances , de la formation par le biais des sites Web, des séminaires, ou un cours de perfectionnement, des programmes de dépistage et des mesures disciplinaires.

Résultats

Ne rapporte aucun accident du travail avec arrêt de travail

Informations

L'entreprise déclare dans les documents justificatifs ou dans les déclarations du questionnaire qu'il n'y a pas eu de temps de travail perdu résultant d'un accident de travail ou d'une blessure au cours de l'année de référence .

Conseils

Un accident entraînant une perte de temps de travail (ou blessure entraînant une perte de temps de travail) est défini comme étant un accident ou une blessure survenant au travail et qui entraîne au moins un jour d'arrêt de travail ou un décès ou une incapacité permanente de l'employé. Le retour à une fonction limitée ou à une tâche alternative au sein de la même entreprise n'est pas considéré comme des jours de travail perdus. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Points d'amélioration (3)

Politiques

Moyenne

Documentation justificative manquante ou élémentaire sur certains enjeux [conditions de travail, gestion de carrière et formation]

Informations

L'entreprise n'a pas fourni de documents justificatifs concernant des politiques formalisées, ou a seulement fourni des déclarations basiques qui ne couvrent pas les principaux enjeux liés aux ressources humaines et aux droits de l'homme auxquels l'entreprise est confrontée.

Conseils

Une politique standard de ressources humaines et droits de l'Homme comprend des engagements et/ou objectifs opérationnels sur les enjeux principaux auxquels l'entreprise fait face. Elle est communiquée aux parties prenantes internes et externes sous la forme d'un document formalisé spécifique. Une politique standard de ressources humaines et de droits de l'Homme comprend des engagements et/ou objectifs qualitatifs sur ces enjeux spécifiques. La politique devrait également préciser certains des éléments suivants : champ d'application, attribution des responsabilités, objectifs chiffrés et mécanismes de révision. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Actions

Faible

Pas de mesure mise en œuvre sur la gestion de carrière et la formation

Informations

L'entreprise n'a mis en place aucune action pour augmenter la capacité et l'employabilité du personnel grâce au développement de compétences, à la formation et aux possibilités d'avancement professionnel. Aucune information n'a été trouvée sur ce sujet dans la documentation fournie par l'entreprise.

Conseils

Quelques exemples d'actions sur la gestion de carrière et la formation comprennent la promotion de la mobilité professionnelle, l'anticipation ou la réduction des mises à pied et les impacts négatifs associés (par exemple offrir une compensation financière, des mesures de reclassement), les évaluations régulières de performance, l'établissement de plans de carrière individuels pour tous les employés et la formation pour le développement des compétences.

Résultats

Élevée

Pas de reporting sur les problématiques de ressources humaines et de droits de l'Homme sauf quelques indicateurs de performance communiqués dans le questionnaire

Informations

L'entreprise déclare ne pas avoir de reporting formalisé sur les ressources humaines ou les droits de l'Homme (ex: enjeux liés à la sécurité et santé au travail, à la gestion de carrière et à la formation, à la discrimination) et il n'existe pas d'information dans la documentation fournie au sujet des indicateurs clés de performance (KPI), des données statistiques ou des actions concrètes qui y sont associées. La seule information disponible à ce sujet est contenue dans les déclarations du questionnaire.

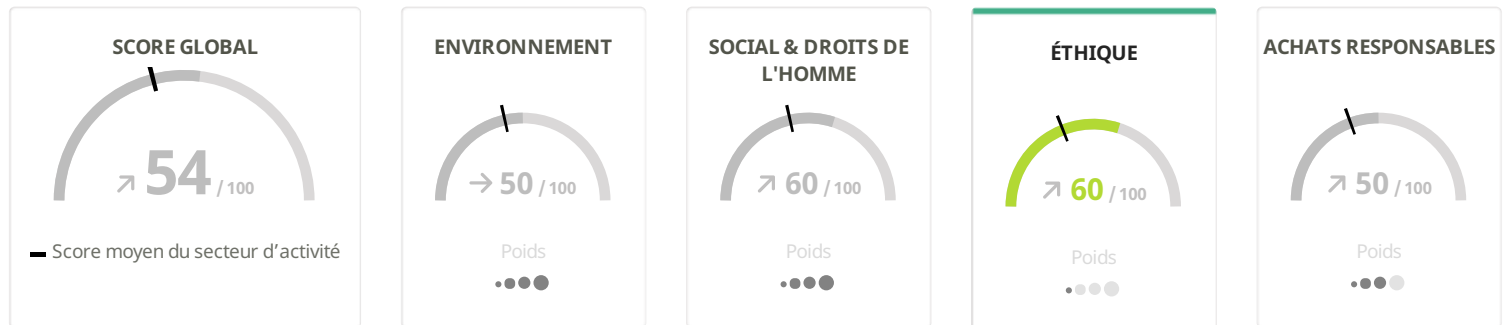
Conseils

Afin de mesurer et surveiller en interne l'efficacité d'un système de management de la RSE, et afin de communiquer sa performance aux parties prenantes, une entreprise devrait communiquer ses indicateurs clés de performance (KPI) de la RSE. Dans l'évaluation EcoVadis, l'indicateur Reporting évalue la qualité, la transparence et le niveau de reporting facilement disponible pour les parties prenantes. Les indicateurs fournis doivent être récents (c'est-à-dire dater des deux dernières années de référence) et doivent correspondre au périmètre évalué. Les indicateurs peuvent être spécifiques au secteur et inclure par exemple le taux d'accident de travail, le % d' salariés couverts par une convention collective, le % d' salariés formés sur la discrimination ainsi que des indicateurs relatifs à la formation professionnelle (Source: Global Reporting Initiative G3). Ces indicateurs ainsi que d'autres peuvent être intégrés dans le rapport RSE, le rapport annuel, le code d'éthique ou un autre document applicable de l'entreprise. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

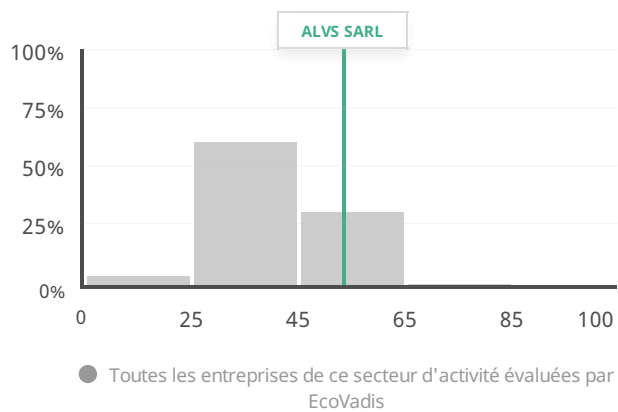
8. ÉTHIQUE

Ce thème cible principalement les problèmes de corruption, et tient compte des pratiques anticoncurrentielles et de la gestion responsable des informations.

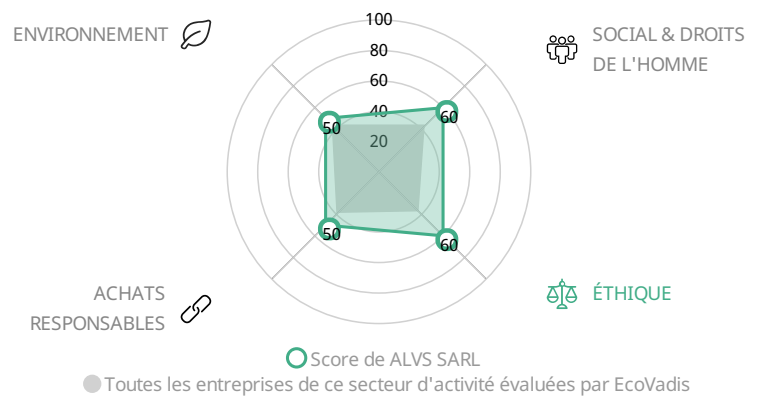
Détail du score pour le thème Éthique



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Éthique : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Éthique : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.

Forces (4)

Politiques

Politique en matière de sécurité de l'information

Informations

La société a publié une politique formalisée standard sur les enjeux de sécurité de l'information, qui contient des engagements sous la forme d'objectifs qualitatifs. La politique est formalisée dans un document tel qu'un Code de Conduite et contient au moins certains éléments organisationnels (e.g. périmètre d'application, attribution des responsabilités, processus de révision).

Conseils

Il est essentiel, pour les entreprises qui gèrent des données sensibles, de mettre en place des engagements sur la protection et la gestion responsable des données de tierces parties. Cela comprend la protection des données d'identification personnelle des clients et de la propriété intellectuelle de tierces parties. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Politique sur les questions d'anti-corruption

Informations

Il existe une politique formalisée dans la documentation fournie par l'entreprise, intégrant des objectifs qualitatifs et/ou des engagements en matière de lutte contre la corruption, dont notamment les conflits d'intérêts, la fraude et le blanchiment d'argent.

Conseils

Les problématiques concernant la corruption recouvrent toutes les formes de corruption au travail, y compris, entre autres, l'extorsion, les pots de vin, les conflits d'intérêts, la fraude et le blanchiment d'argent. Une politique formalisée détaillée faisant partie d'un document autonome ou d'un Code d'Éthique / Conduite des Affaires inclut les problématiques susmentionnées et peuvent intégrer les éléments suivants: un champ d'application spécifique, des responsabilités dédiées, des objectifs quantitatifs et un processus de révision. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies

Informations

Le Global Compact des Nations Unies est une initiative stratégique pour les entreprises qui s'engagent à aligner leurs opérations et stratégies sur dix principes universellement reconnus en matière de droits de l'Homme, travail, environnement et lutte contre la corruption. L'entreprise est signataire officiel de l'initiative.

Conseils

Le Global Compact des Nations Unies est une initiative pour encourager les entreprises à l'échelle mondiale à adopter des politiques de développement durable et à communiquer sur leur mise en oeuvre. Les entreprises deviennent signataires officiels de l'initiative et doivent ensuite fournir un aperçu de leur système de management dans le cadre d'une communication obligatoire (publication annuelle d'une Communication sur le Progrès [COP]).

Actions

Mesures visant à protéger les données des consommateurs/clients d'un accès ou d'une divulgation non autorisée

Informations

L'entreprise a mis en place des mesures visant à protéger les données des consommateurs ou des clients d'un accès ou de diffusions non-autorisées.

Conseils

L'entreprise a pris des mesures afin de restreindre l'accès aux données des clients ou des consommateurs au sein de son périmètre opérationnel, ou a mis en place des mesures pour sécuriser ces données afin de les protéger d'un accès ou d'une divulgation non-autorisée.

Points d'amélioration (3)

Actions

Moyenne

Aucune documentation justificative concernant les formations de sensibilisation sur les questions d'éthique des affaires

Informations

L'entreprise déclare ne pas conduire de formation de sensibilisation à l'éthique des affaires.

Conseils

Les formations de sensibilisation à l'éthique des affaires peuvent être conduites sur des questions telles que la lutte contre la corruption, la concurrence responsable, la sécurité de l'information, le marketing responsable et la confidentialité des données, etc...

Moyenne

Aucune documentation justificative concernant les audits des procédures de contrôle sur les questions d'éthique des affaires

Informations

L'entreprise ne fournit aucune documentation concernant les audits des contrôles internes sur les questions d'éthique des affaires.

Conseils

Les contrôles internes de l'entreprise concernant l'éthique des affaires devraient être régulièrement vérifiés, soit par l'intermédiaire d'une tierce partie qui effectue des vérifications d'éthique, soit par une équipe de vérification interne. L'entreprise est responsable de contrôler régulièrement que ses différentes entités adhèrent aux politiques et / ou au code d'éthique et de veiller sur l'efficacité du système de gestion de l'entreprise.

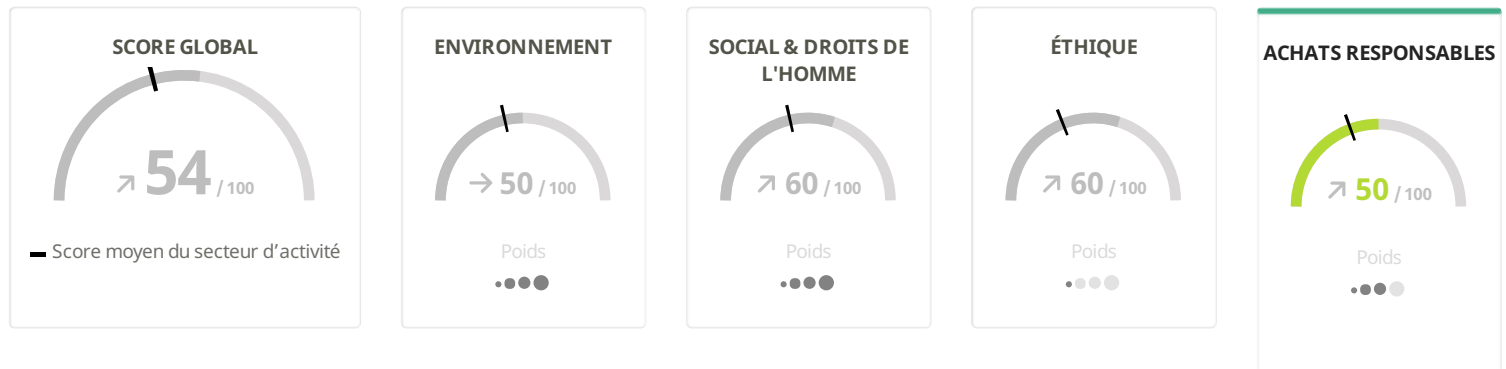
Moyenne

Aucune documentation justificative concernant une procédure d'alerte pour signaler des problèmes en matière d'éthique des affaires

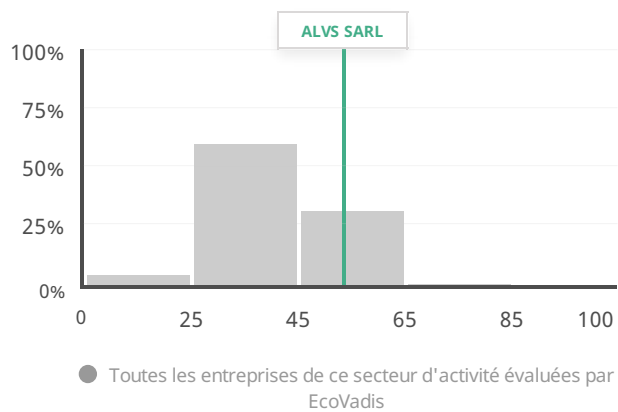
9. ACHATS RESPONSABLES

Ce thème cible les problèmes environnementaux et sociaux au sein de la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise.

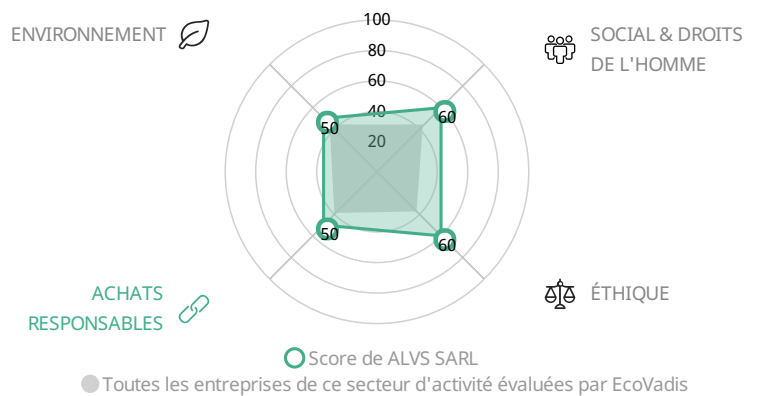
Détail du score pour le thème Achats Responsables



Répartition des scores du thème



Comparaison des scores de thème



Achats Responsables : critères activés

Le questionnaire étant personnalisé par secteur d'activité, taille et localisation, les 21 critères ne sont pas activés pour chaque entreprise et certains critères sont plus pondérés que d'autres.

Achats Responsables : forces et points d'amélioration

Le plan d'actions correctives est un outil collaboratif conçu pour aider les entreprises à améliorer leur performance RSE. Il permet aux entreprises de concevoir un plan d'amélioration en ligne, de communiquer les actions correctives planifiées et terminées, et de partager du feedback. Les points d'amélioration avec des actions correctives en cours sont indiqués avec les labels ci-dessous.



Forces (1)

Actions

Évaluation régulière des fournisseurs (p.ex. questionnaires) sur leurs pratiques environnementales et sociales

Informations

L'entreprise a fourni, dans les documents justificatifs, des éléments de preuve concernant des évaluations de fournisseurs (en interne, par une tierce partie ou en auto-évaluation) sur des enjeux environnementaux (y compris règlementaires), sociaux et éthiques.

Conseils

Les évaluations RSE des fournisseurs sont une manière efficace d'obtenir et de valider les informations pertinentes en matière de RSE auprès des fournisseurs, ce qui facilite une meilleure compréhension de la performance des fournisseurs. Les entreprises soumises à l'évaluation d'EcoVadis font souvent la demande de telles évaluations auprès de leurs propres fournisseurs. Les évaluations RSE des fournisseurs peuvent être effectuées à travers des listes de vérification, des questionnaires ou des formulaires en ligne. Elles peuvent être réalisées par le client (soumis à évaluation EcoVadis), par une tierce-partie fiable ou par le fournisseur lui-même. L'objectif de ces évaluations est d'identifier les pratiques générales liées au développement durable, d'identifier les fournisseurs à haut risque, et d'adopter des mesures d'atténuation des risques.

Points d'amélioration (4)

Politiques

Moyenne

Politiques d'achats responsables élémentaire: uniquement des déclarations élémentaires ou manque de détail sur des enjeux spécifiques

Informations

L'entreprise a des politiques basiques concernant la gestion des achats responsables, qui peuvent inclure des déclarations, des engagements, et des objectifs opérationnels sur la gestion des achats responsables, mais qui manquent de détails sur des enjeux spécifiques.

Conseils

Une politique standard formalisée sur les achats responsables comprend des engagements et/ou des objectifs opérationnels au sujet de tous les risques d'approvisionnement auxquels l'entreprise est exposée. Elle est communiquée aux parties prenantes internes et externes sous la forme d'un document dédié et formalisé. Une politique standard formalisée contient des objectifs qualitatifs et des engagements spécifiques à ces enjeux. Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Moyenne

Documentation justificative manquante ou élémentaire sur les achats de bois et produits à base de bois

Informations

L'entreprise n'a pas fourni de documentation au sujet de l'approvisionnement responsable en bois ou alors n'a fourni que des éléments de preuve de déclarations de base, pour lesquelles un engagement clair en vue d'une amélioration de sa performance fait défaut.

Conseils

Les entreprises qui manipulent du bois et des produits en bois dans leur chaîne d'approvisionnement ou leur processus de production doivent aborder les risques liés au sourcing de ces produits au travers de la conception d'une politique d'approvisionnement responsable de bois et de produits en bois. Une politique standard sur l'approvisionnement responsable de bois et de produits en bois est formalisée par des objectifs qualitatifs/engagements dans un document officiel de politique (e.g. Code de Conduite des Fournisseurs) et inclut des éléments organisationnels (e.g. processus de révision, responsabilités dédiées, et périmètre d'application). Télécharger le guide à ce sujet ici (en français).

Actions

Moyenne

Aucune information sur un code de conduite RSE pour les fournisseur

Informations

Pas de déclaration de l'entreprise et absence de preuve dans la documentation fournie d'un code de conduite de RSE à l'intention des fournisseurs.

Conseils

Les codes de conduite à l'intention des fournisseurs énoncent les attentes de l'entreprise à l'égard des pratiques de leurs fournisseurs sur les sujet suivants : gestion environnementale responsable, mise en place de conditions de travail sûres, traitement respectueux et digne des salariés et pratiques liées à l'éthique des affaires. Ils peuvent également inclure des informations sur la manière dont seront effectués le suivi et la révision du code, ainsi que la manière dont seront gérées les violations du code.

Résultats

Moyenne

Pas de reporting sur les problématiques d'achats responsables

10. OBSERVATIONS « VEILLE 360° »

5 décembre 2018

No records found for this company on Compliance Database

null

→ Pas d'impact sur le score

Les observations « Veille 360° » incluent des informations publiques pertinentes sur les pratiques RSE de l'entreprise, qui ont été identifiées via plus de 2 500 sources de données (dont des ONG, la presse et des syndicats). Les observations « Veille 360° » sont intégrées dans l'évaluation EcoVadis et peuvent avoir un impact positif, négatif ou neutre sur le score.


EcoVadis est en contact avec les sources internationales suivantes :


- Réseaux et initiatives RSE (par ex. : AccountAbility, Business for Social Responsibility, CSR Europe)
- Syndicats et organisations patronales
- Organisations internationales (par ex. : Nations unies, Cour européenne des droits de l'homme, Pacte Mondial, Organisation internationale du travail, Banque mondiale)
- ONG (par ex. : China Labor Watch, Greenpeace, WWF, Movimento Difesa del Cittadino)
- Instituts de recherche et presse spécialisée (par ex. : CSR Asia, Blacksmith Institute, CorpWatch)


11. COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES


Commentaires additionnels de nos analystes RSE en rapport avec l'évaluation.


Commentaires spécifiques

-  Un manque de reporting RSE formalisé sur les indicateurs de performance clés est à noter (des indicateurs de performance clés ont uniquement été déclarés dans le questionnaire).

-  L'entreprise n'est pas incluse dans une des principales listes de sanctions/surveillance relatives à la conformité.

-  Depuis la dernière évaluation, le score global a augmenté grâce à la mise en place de mesures supplémentaires.

-  Bien que l'entreprise ait mis en place des mesures sur les problématiques environnementales, les politiques ne sont pas formalisées ou sont seulement partielles.

-  Depuis la dernière évaluation, le score global a augmenté grâce à la mise en place de politiques supplémentaires.

12. NOUS CONTACTER

Vous avez des questions ou vous avez besoin d'aide ? Visitez notre centre d'aide sur support.ecovadis.com

ANNEXE :

PROFIL DE RISQUE SECTEUR

Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

EcoVadis s'appuie sur l'International Standard Industrial Classification of All Economic Activities (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique - ISIC) pour déterminer le secteur d'activité. Il s'agit d'une compilation de toutes les branches d'activité économique globales publiée par la Commission de statistique des Nations unies. Elle vise essentiellement à fournir un ensemble de catégories d'activité pouvant servir à la collecte et l'établissement de statistiques en fonction de ces activités.

Il est possible qu'une entreprise mène des opérations couvrant plus d'un secteur d'activité. Dans ces cas-là, EcoVadis classe les entreprises en fonction de leur principale activité, déterminée par le risque de RSE et / ou le chiffre d'affaires total.

ACTIVATION DE CRITÈRES PAR THÈME :

Découvrir les principaux risques, réglementations, sujets d'actualité et meilleures pratiques RSE liés aux secteurs d'activité.

Environnement

Moyenne	Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre
Moyenne	Eau
Non activé	Biodiversité
Non activé	Pollutions locales & accidentelles
Élevée	Matières premières, produits chimiques & déchets
Non activé	Utilisation du produit
Moyenne	Fin de vie du produit
Non activé	Santé & sécurité des consommateurs
Moyenne	Promotion et services environnementaux

Social & Droits de l'Homme

Élevée	Santé & sécurité des employés
Moyenne	Conditions de travail
Moyenne	Dialogue social
Moyenne	Gestion des carrières & formation
Élevée	Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains
Moyenne	Diversité, discrimination & harcèlement
Non activé	Droits de l'homme des parties prenantes externes

Éthique

Moyenne	Corruption
---------	------------

Non activé

Pratiques anticoncurrentielles

Moyenne

Gestion responsable de l'information

Achats Responsables



Élevée

Pratiques environnementales des fournisseurs

Moyenne

Pratiques sociales des fournisseurs

PRINCIPAUX ENJEUX RSE

Obtenez une explication qualitative sur les principaux enjeux RSE et les risques associés à Imprimerie et activités annexes



Environnement

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Consommation d'énergie & émissions de gaz à effet de serre

Définition

Energy consumption (e.g. electricity, fuel, renewable energies) used during operations and transport. Greenhouse gases direct and indirect emissions including CO2, CH4, N2O, HFC, PFC and SF6. Also includes production of renewable energy by the company.

Enjeux du secteur d'activité

The printing sector relies on a high quantity of energy to run printers and heat ink and pigments. Printing companies must be mindful of turning off or unplugging printers after their use. Other, more efficient technologies can be used to improve the efficiency of energy consumed, for example, Energy Star labelled printers. Printing companies are recommended to engage in operational efficiency checks or to invest in more innovative technologies. Companies can also work to reduce energy consumption by investing in carbon off-setting schemes, photovoltaic installations or through the purchasing of renewable energies.

Moyenne

Eau

Définition

Water consumption during operations. Pollutants rejected into water.

Enjeux du secteur d'activité

According to a 2005 Environment Report issued by the Australian Food and Grocery Council, the printing, publishing and recorded media manufacturing sector used a total of 6320ML of drinking water in their processes in the years 2004-2005 in Australia alone(1). Depending on the exact scope level of their activity (as the printing industry covers a number of similar, yet differing activities), the quantity of water consumed can vary. The main purposes for which water is utilized includes volume consumption from washing, rinsing or hosing processes, air conditioning systems and/or boiler usage. Printing companies can improve the efficiency of their water consumption by using printers that consume recycled water as input, using counter-flow washing/rinsing, installations of flow-restrictors, or use high pressure hoses rather than high volume hoses, to name a few(1). Since the printing industry uses a number of chemicals, it is also important that they implement measures that mitigate water contamination in discharge activities. For example, used fixer from film developing procedures contain the element, silver which is a heavily toxic metal. Here, technologies to control the amount of silver discharged need to be implemented and controlled by silver recovery technology(2). In the case of contamination of water by means of other chemical substances, printing companies can implement internal wastewater treatment facilities or implement closed-loop water cycles, as examples(1).

Élevée

Matières premières, produits chimiques & déchets

Définition

Consumption of all types of raw materials and chemicals. Non-hazardous and hazardous waste generated from operations. Also includes air emissions other than GHG (e.g. SOx, NOx).

Enjeux du secteur d'activité

100 tonnes of ink are consumed daily just from the printing of newspapers(3). In the printing industry, the main hazardous chemicals used include inks, pigments and solvents. Certain inks may contain Volatile Organic Compounds (VOCs) which contribute to air pollution and promote smog formation(2). Other emissions from printing operations including solutions used for cleaning, also run the risk of contributing to air pollution. It may be necessary to implement air pollution abatement measures in order to either capture, destroy or reclaim evaporated solvents(2). Other ways in which air emissions from the chemicals can be avoided are by investing in alternatives, such as solvents that are water-based solutions or vegetable oils, or to invest in alcohol substitutes which are low to non-alcoholic substitutions(2). The same goes for ink; options such as soy-based or water-based inks can be selected, or other inks which do not contain heavy metals(1). The handling of hazardous substances is also relevant to ensure environmental safety. Some inks, for example, contain constituents like heavy metals or toxic stabilizers which require sufficient management; chemicals need to be properly labeled and have effective handling procedures in place to guide their use. All chemicals should have accompanying MSDS sheets, they should be compliant with the European REACH regulation and have a reference to a labeling system, like the Global Harmonized System (GHS). Waste is an inevitable byproduct of all types of operations; in the printing industry in particular, waste can be generated from paper waste as well as other constituents that are characteristic to the business activity such as ink cartridges and solvents. It is recommended that companies have proper waste handling and separating systems in place in order to facilitate recycling of materials(4). It is also recommended to always keep chemicals containers well sealed in order to circumvent the dissipation of VOCs due to their dramatically low boiling points.

Moyenne

Fin de vie du produit

Définition

Direct Environmental impacts generated from the end-of-life of the products. These impacts can include hazardous, non-hazardous waste generated, emissions and accidental pollution.

Enjeux du secteur d'activité

Packaging, as a characteristic aspect of printed goods, is an important issue in light of product end-of-life issues. Companies can take action to avoid negative impact by designing packaging so that it allows for easy dismantling by the customer or consumer. The actual product produced itself becomes an object of concern once it finally reaches its end of life. Depending on the types or the nature of inks and materials used in the printing process, they may be more difficult to recycle. It is recommended that companies invest in responsible materials, and design products in such a way that they can be easily dismantled and furthermore recycled by most waste plants.

Moyenne

Promotion et services environnementaux

Définition

Programs implemented to promote the sustainable consumption of their own products or services among their customer base. This criteria includes the positive/negative indirect impacts of the use of products and services.

Enjeux du secteur d'activité

As the printing of goods is a very resource intense activity, high importance is carried with respect to the promotion of sustainable consumption to customers. Printing companies can be proactive on this issue by offering ecodesign services including systematic promotion of digital proofing and file delivery, or options including carbon-neutral printing. Other services might include options that involve the use of recycled materials and/or inks containing higher vegetable content than mineral content, for example.



Social & Droits de l'Homme

Importance

Enjeux RSE

Élevée

Santé & sécurité des employés

Définition

Deals with health and safety issues encountered by employees at work i.e. during operations and transport. Includes both physiological and psychological issues arising from, among others, dangerous equipment, work practices and hazardous substance.

Enjeux du secteur d'activité

The printing industry employs nearly 1 million people in the US alone; incidence rates of nonfatal occupational injuries according to US statistics in 2012 were 2.8 recordable cases for every 100 workers(5,6). While the printing industry does have some of the lowest incidence rates under the umbrella activity of manufacturing, workers are exposed to agents which tend to have effects that are not as sudden, but manifest more deeply in the longterm as a result of extended exposure. Contact with hazardous chemicals that are integral to the printing process as well as repetitive strain injuries (RSI) due to repetitive work tasks are two, among others, relevant hazards. Workers in the printing industry are exposed regularly to volatile organic compounds (VOCs) , pigment constituents, and solvents; these substances are known to have acute as well as compounding health effects, with some evidence indicating promotion of various types of cancer including pulmonary cancer due to prolonged inhalation, for example. RSI can arise due to frequent loading and unloading, poor desk ergonomics or prolonged working time on computers giving rise to eyestrain and possible eye damage. To mitigate risks, companies are to provide adequate health and safety training to employees, educating them on how to read a Material Safety Data Sheet (MSDS) and understand the possible risks related to exposure. RSI preventative measures like the implementation of ergonomically sound workstations and training on the physical handling goods, are additional best practice measures to circumvent risks.

Moyenne

Conditions de travail

Définition

Deals with working hours, remunerations and social benefits granted to employees.

Enjeux du secteur d'activité

The Fifth European Working Conditions survey performed in 2010 shows that overall, 18% of workers in the EU27 are not satisfied with their work-life balance. The printing sector does not face specific severe issues in light of standard working conditions applicable to all other activities (e.g. working hours, holidays, wages and benefits).

Moyenne

Dialogue social

Définition

Deals with structured social dialogue i.e. social dialog deployed through recognized employee representatives and collective bargaining.

Enjeux du secteur d'activité

The Global poll 2012 led by the International Trade Union Confederation (ITUC)(7) shows that 70% of workers from 13 countries worldwide think current labor laws provide inadequate legal protection on wages, and 44% think the legal framework does not ensure reasonable working hours. A sound and structured social dialog is thus of importance especially in a context of medium or low skilled workforce, like in the printing industry.

Moyenne

Gestion des carrières & formation

Définition

Deals with main career stages i.e. recruitment, evaluation, training and management of layoffs.

Enjeux du secteur d'activité

A strong workforce provides the basis for a successful company. In order to foster their commitment, printing companies must continually invest in training and development of their employees via skill developments and robust career development programs.

Élevée

Travail des enfants, travail forcé & trafic d'êtres humains

Définition

Deals with child, forced or compulsory labor issues within the company owned operations.

Enjeux du secteur d'activité

Modern slavery — characterized by low wages, wage theft, violent and coercive working conditions, debt bondage, identification documentation retention, forced trafficking and exposure to unsafe working conditions is a global phenomenon. An estimated 24.9 million people worldwide are the victims of some form of forced labor(8). An estimated 168 million children are engaged in labor — an estimated 90 million are exposed to hazardous work that jeopardizes the physical, mental or moral well-being of a child(9). The reasons for labor exploitation include companies seeking cheap labor — often through the hiring of indigenous groups, children and migrant workers to perform hazardous work, and the dependency on temporary labor — often filled through labor agents that engage in practices that facilitates worker indebtedness. The manufacturing sector as a whole has significant exposure to slavery risks because of its dependency on migrant and other vulnerable labor groups to fill cheap, low-skilled positions. Combined with the construction sector, the manufacturing sector have an estimated 18% of the global migrant class(10). Documented reports of migrant workers subjected to recruitment fees and passport confiscation have been abundant around the world, making the issue borderless in the 21st century. In accordance with the Guiding Principles on Business and Human Rights, manufacturers must respect human rights through the establishment of policies, due diligence procedures and provide remedy to victims of human rights violations. In accordance with the Dhaka Principles companies should prohibit recruitment fees or deposits from workers and should allow workers to move or relocate freely. Companies must implement effective slavery and child labor awareness training, perform impact assessments and monitoring procedures such as site audits. Given the inherent exposure to hazardous chemicals, it is important that chemical companies adhere to ILO child labor conventions for working in hazardous job functions. Employers should provide transparent contracts to all workers regardless of their status, should not require employees to pay recruitment fees or withhold employee documentation during any duration of the labor contract. When cases of forced or child labor are discovered, it is important for companies to remedy the issues through engagement with NGOs to provide remedy to victims e.g. housing, psychological support and educational opportunities for child workers.

Moyenne


Diversité, discrimination & harcèlement

Définition

Deals with discrimination issues at work. Discrimination is defined as different treatment given to people in hiring, remuneration, training, promotion, termination; based on race, national origin, religion, disability, gender, sexual orientation, union m

Enjeux du secteur d'activité

Diversity at work is a key issue for any company. It is addressed by specific regulations in most countries; sectoral and national initiatives were formed with the objective of taking action on this particular issue. Managers in the printing industry, as in any other industry, must proceed cautiously to avoid situations of gender discrimination as well as discrimination against disabled persons.

 Éthique

Importance

Enjeux RSE

Moyenne

Corruption

Définition

Deals with all forms of corruption issues at work, including among other things extortion, bribery, conflict of interest, fraud, money laundering.

Enjeux du secteur d'activité

Corruption and bribery issues are major issues for any company, particularly when operating in risk countries. Regulations such as the FCPA (Foreign Corrupt Practice Act) in the US address these issues and make it unlawful to make payments to foreign government officials to assist in obtaining or retaining business.

Moyenne

Gestion responsable de l'information

Définition

Deals with consumer and client data protection and privacy as well as truthfulness of marketing messages, and access to essential services.

Enjeux du secteur d'activité

Companies collect, process and share confidential information belonging to third-parties in order to operate their business. Third-party confidential information includes employee and consumer personal identification information, third parties' intellectual property, and business partner trade secrets. Companies are legally mandated in several jurisdictions to manage third party data responsibly. Breaches of third-party data, including proprietary intellectual property, trade secrets and employee and consumer PII expose companies to operational seizures, financial and reputational impacts caused by stakeholder lawsuits and regulatory penalties. The financial impacts of information security breaches can be both immediate and drawn out over several years, due to possible litigation action by parties who lost confidentiality of their information entrusted to the breached company. The costs of regulatory violations remain severe, and proposed changes to major regulatory frameworks in major countries are likely to impose greater fines. Ponemon Institute estimates the global average cost of a cyber-attack to be US\$3.86 million(13). Beyond direct regulatory and financial penalties, breaches in a company' information management system can cause long term distrust in the company' information security management. Almost immediately after Target's information breach, the company' net earnings for the fourth quarter were down 46 percent from the same period the year before. Over time, Target will pay an estimated US\$1.4 billion when factoring ongoing legal costs, class-action lawsuits by consumers and business partners, and credit monitoring services for affected consumers(14). In order for companies to manage operational and legal risks associated with information security breaches, it is vital that robust information security management systems are developed and implemented across to the operational scope. Companies should perform vulnerability assessments, implement access and disclosure controls and provide thorough training for all employees responsible for processing third-party data. An adequate incident response procedure capable of preventing further data loss, communicating with exposed stakeholders, and systems updates is necessary to meet legal requirements in key jurisdictions.



Achats Responsables

Importance

Enjeux RSE

Élevée

Pratiques environnementales des fournisseurs

Définition

Deals with environmental issues within the supply chain i.e. environmental impacts generated from the suppliers and subcontractors own operations and products.

Enjeux du secteur d'activité

As paper usually serves as a basis to the printing industry with respect to raw material requirements, it is through this material where the largest environmental effects can be felt along the supply chain. Since the production of paper relies upon timber and by consequence, the destruction of land to exploit trees from their source it is important that action is taken in order to mitigate supply chain risks and promote responsible sourcing. Trees are of course precious resources for a number of reasons; apart from the economic value they embody, they are providers of Ecosystem Services. The term Ecosystem Services can be defined as free services provided naturally by the environment that is economically quantifiable (e.g. conversion of CO2 to O2, natural filtration of water, fostering the stability of landscapes etc.)(8). Trees or tree products procured for industry purposes either come from virgin, natural forests, replanted forests or planted monocultures. For trees coming from virgin forests, it is important to consider the environmental impact (i.e. the ecosystem distress) that exploitation would entail. On the other hand, with respect to monocultures (i.e. artificial tree populations) it is important to consider the effects linked to the possible use of GMOs, pesticides and fertilizers which have far reaching repercussions that extend beyond what might seem as a mere clearance of trees from a geographical area. In order to mitigate risk, companies operating in the printing industry need to ensure sustainable sourcing along their supply chain, moving beyond tier 1 or 2 suppliers depending on the complexity of the supply chain; Forest Stewardship Council (FSC) Chain of Custody certifications and Sustainable Forestry Initiative (SFI) certificates are the most common ways to control this. Other options might include the purchase of eco-labeled paper to mitigate negative impact(9).

Moyenne

Pratiques sociales des fournisseurs

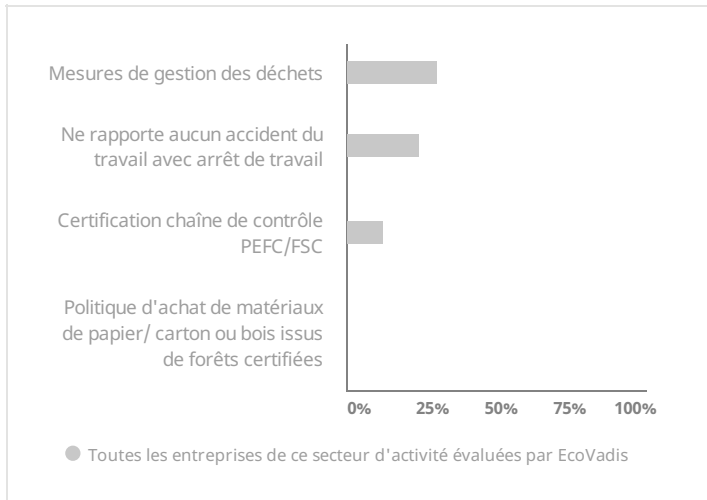
Définition

Deals with labor practices and human rights issues within the supply chain i.e. labor practices and human rights issues generated from the suppliers and subcontractors own operations or products.

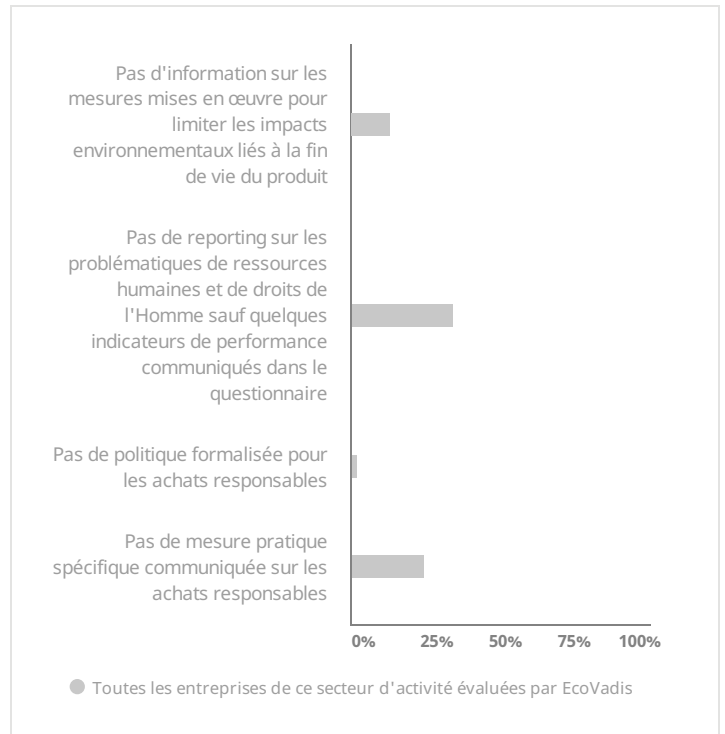
Enjeux du secteur d'activité

Since the manufacturing process of pulping trees to paper and timber activities have high employee health and safety risks in common, companies operating in the printing industry need to have mechanisms in place to ensure that labor activities are being carried out in a manner that is conducive to safety and well being. Working conditions including hours and wages as well as child labor risks are also issues of high concern. In order to mitigate potential risks along the supply chain, suppliers can partake in auditing activities or conduct supplier assessments to gauge and act upon these risks.

Principales forces du secteur d'activité



Principaux points d'amélioration du secteur d'activité



Vue d'ensemble des KPI RSE

KPI	Toutes les entreprises de ce secteur d'activité évaluées par EcoVadis
Audit ou évaluation des fournisseurs en matière de RSE	23%
Certification ISO 14001 (concernant au moins un site opérationnel)	26%
Certification OHSAS 18001 (concernant au moins un site opérationnel)	17%
Existence d'un Code d'Ethique formalisé	44%
Participant au Carbon Disclosure Project (CDP)	5%
Politique d'achats responsables formalisée	22%
Procédure d'alerte mise en place	27%
Reporting sur la consommation d'énergie ou les émissions de GES	49%
Reporting sur les indicateurs de santé et de sécurité	46%
Signataire du Pacte Mondial des Nations Unies	8%

Principales réglementations et initiatives

The European Recovered Paper Council (ERPC)

<http://www.paperrecovery.org/>

as set up for the launch of the First European Declaration on Paper Recovery in November 2000 with the aim to monitor the progress made towards meeting the recycling targets set out in the European Declaration

 **Environnement**

EU regulation REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals)

http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/chemicals/reach/index_en.htm

 Réglementation

The REACH European Community Regulation (18 December 2006) encourages manufacturers and importers of "Substances of Very High Concern" to pre-register them.

 **Environnement**

Label European Ecolabel

http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/about_ecolabel/what_is_ecolabel_en.htm

The European Ecolabel is a voluntary scheme, established in 1992 to encourage businesses to market products and services that are kinder to the environment.

 **Environnement**

Label PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes)

<http://www.pefc.org>

The PEFC Council is an independent, non-profit, non-governmental organization, founded in 1999 which promotes sustainably managed forests through independent third party certification.

 **Achats Responsables**

Packaging Recovery Organization Europe from Green Dot

<http://www.greendotcompliance.eu/en/about-green-dot.php>

Green Dot recycling programs: helps compliance with the Packaging and Packaging waste European Directive (94/62/CE of 20 Decembre 1994)

 **Environnement**

EU directive RoHS II (Restriction of Hazardous Substances)

http://ec.europa.eu/environment/waste/rohs_eee/index_en.htm

 Réglementation

The RoHS directive restricts the use of six hazardous materials in the manufacture of various types of electronic and electrical equipment.

 **Environnement**

Imprim'Vert

<http://www.imprimvert.fr/>

Imprim'vert® est une marque déposée à l'INPI par la Chambre Régionale de Métiers du Centre et la Chambre de Métiers du Loir et Cher. Cette opération a été initiée en 1998.

 **Environnement**

Label FSC (Forest Stewardship Council)

<https://ic.fsc.org>

The FSC is an international non-profit organization established in 1993 to promote responsible management of the world's forests. Its main tools for achieving this are standard setting, independent certification and labeling of forest products.

 **Achats Responsables**

Label SFI® (Sustainable Forestry Initiative®)

<http://www.sfiprogram.org/>

The SFI program is a comprehensive system of principles, objectives and performance measures developed by professional foresters, conservationists and scientists, among others that combines the perpetual growing and harvesting of trees with the long-term protection of wildlife, plants, soil and water quality.

 **Achats Responsables**

Standard ISO 14000 (International Standard Organisation)

http://www.iso.org/iso/iso_14000_essentials

The ISO 14000 family addresses various aspects of environmental management

 **Environnement**

Universal Declaration of Human Rights

<http://www.un.org/Overview/rights.html>

 Réglementation

The Universal Declaration of Human Rights (UDHR) is an advisory declaration adopted by the United Nations General Assembly (10 December 1948)

 **Social & Droits de l'Homme**

Standard OHSAS 18001 (Occupational Health and Safety Assessment Series)

<http://www.ohsas-18001-occupational-health-and-safety.com/index.htm>

OHSAS 18000 is an international occupational health and safety management system specification.

 **Social & Droits de l'Homme**

United Nations Convention against Corruption (UNCAC)

<http://www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/index.html>

 Réglementation

The UNCAC is the first legally binding international anti-corruption instrument. In its 8 Chapters and 71 Articles, the UNCAC obliges its States Parties to implement a wide and detailed range of anti-corruption measures affecting their laws, institutions and practices.

 **Éthique**

OECD guidelines for multinational enterprises

http://www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34889_1_1_1_1_1_1_1_00.html

The Guidelines are recommendations addressed by governments to multinational enterprises operating in or from adhering countries. They provide voluntary principles and standards for responsible business conduct in a variety of areas including employment and industrial relations, human rights, environment, information disclosure, combating bribery, consumer interests, science and technology, competition, and taxation.

    **Tous les thèmes**

Standard ISO 26000 (International Standard Organisation)

<http://www.iso.org/iso/pressrelease.htm?refid=Ref972>

The future International Standard ISO 26000, Guidance on social responsibility, will provide harmonized, globally relevant guidance based on international consensus among expert representatives of the main stakeholder groups and so encourage the implementation of best practice in social responsibility worldwide.

    **Tous les thèmes**

International Labor Organization's Fundamental Conventions

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_norm/--declaration/documents/publication/wcms_095895.pdf

 Réglementation

The Governing Body of the International Labour Office has identified eight Conventions as fundamental to the rights of human beings at work. These rights are a precondition for 12 the others in that they provide a necessary framework from which to strive freely for the improvement of individual and collective conditions of work.

 **Social & Droits de l'Homme**

Foreign Corrupt Practices Act of 1977

<http://www.usdoj.gov/criminal/fraud/fcpa/>

 Réglementation

The Foreign Corrupt Practices Act of 1977 (FCPA) prohibits payments, gifts, or Practices Act contributions to officials or employees of any foreign government or government-owned business for the purpose of getting or retaining business.

 **Éthique**

United Nations Global Compact (10 principles)

<http://www.unglobalcompact.org/AboutTheGC/TheTenPrinciples/index.html>




The Global Compact asks companies to embrace, support and enact, within their sphere of influence, a set of ten principles in the areas of human rights, labour standards, the environment, and anti-corruption:

    **Tous les thèmes**

Standard Global Reporting Initiative's (GRI)

<http://www.globalreporting.org>

The GRI is a network-based organization, that has set out the principles and indicators that organizations can use to measure and report their economic, environmental, and social performance.

    **Tous les thèmes**

Carbon disclosure project

<https://www.cdp.net>

CDP is an international, not-for-profit organization providing the only global system for companies and cities to measure, disclose, manage and share vital environmental information.

 **Environnement**

Timber Regulation

http://ec.europa.eu/environment/forests/timber_regulation.htm

 Réglementation

Regulation (EU) No 995/2010 of the European Parliament and of the Council of 20 October 2010 laying down the obligations of operators who place timber and timber products on the market – also known as the (Illegal) Timber Regulation counters the trade in illegally harvested timber and timber products through three key obligations:

1. It prohibits the placing on the EU market for the first time of illegally harvested timber and products derived from such timber;
2. It requires EU traders who place timber products on the EU market for the first time to exercise 'due diligence';
3. Keep records of their suppliers and customers.

 **Achats Responsables**

Sources

1- Water Saving Factsheet: Printing Industry. Australian Industry Group.

http://pdf.aigroup.asn.au/environment/7082_WPA_fact_sheet_PRI_NTING.pdf

2- Printers National Environmental Assistance Center.

<http://www.pneac.org>

3- Proskills

http://www.proskills.co.uk/prospect4u/printing/working_in_the_industry.php

4- Encyclopedia of Occupational Health and Safety. International Labor Organization.

5- The US Domestic Printing Industry.

http://www.istc.illinois.edu/info/library_docs/manuals/printing/domestic.htm

6- Employer-reported Workplace Injuries and Illnesses 2012. Bureau of Labor Statistics. US Department of Labor.

http://www.bls.gov/news.release/archives/osh_11072013.pdf

7- International Trade Union Confederation.

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/itucreport_2012.pdf

8- The Global Slavery Index, 2018, Modern Slavery: A hidden, everyday problem.

<https://www.globallslaveryindex.org/2018/findings/highlights/>

9- International Labour Organisation - Child labour, 2018.

<http://www.ilo.org/global/topics/child-labour/lang-en/index.htm>

10- LexisNexis, 2016, Modern Slavery in the Construction Industry.

https://cdn2.hubspot.net/hubfs/534655/Construction_Report/Modern_Slavery_in_Construction_Full.pdf

11- Larry Ponemon, 2018, Calculating the Cost of a Data Breach in 2018, the Age of AI and the IoT.

<https://securityintelligence.com/ponemon-cost-of-a-data-breach-2018/>

12- Andrew Roberts, 2015, Legal Ramifications of Data Breaches.

<https://www.stratokey.com/blog/Legal-ramifications-of-data-breaches>

13- Gamfeldt L, Snäll T, Bagchi R, Jonsson M, Gustafsson L, Kjellander P, Ruiz-Jaen MC, Fröberg M, Stendahl J, Philipson CD, Mikusiński G, Andersson E, Westerlund B, Andrén H, Moberg F, Moen J, Bengtsson J. 2013. Higher levels of multiple ecosystem services are found in forests with more tree species. Nat Commun. 2013;4:1340.

14- Printing Industries of America.